

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC D'EXPLOITATION PASCAL MASSONDE

Maison Olhagaraya
64250 Souraïde

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement SOC D'EXPLOITATION PASCAL MASSONDE implanté Maison Olhagaraya 64250 Souraïde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre du récolement des travaux d'optimisation du pré-traitement des effluents du site avant rejet vers la station d'épuration de Souraïde.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC D'EXPLOITATION PASCAL MASSONDE
- Maison Olhagaraya 64250 Souraïde
- Code AIOT : 0056401636
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'installation

La société PASCAL MASSONDE est une industrie agro-alimentaire à base de produits carnés, située au Pays Basque, dans la commune de SOURAÏDE.

Les activités principales sont de la découpe de viande, charcuterie et conserves.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article 1er	Sans objet
2	EAU	Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article annexe I, article 5.3.	Sans objet
3	EAU	Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article annexe I, article 5.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est conforme pour les points inspectés.

Le nouveau pré-traitement mis en place est opérationnel, correctement suivi par l'exploitant et bien intégré dans le paysage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2221
Prescription contrôlée : Tonnage par jour
Constats : L'installation comprend une activité de découpe de viande, de charcuterie, conserve et salaison de ventrèche. L'activité est plutôt stable. La quantité d'intrants par jour est de 3,5 t (année 2024), en dessous du seuil de 4t/j (seuil du régime de l'enregistrement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article annexe I, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Récolement travaux pré-traitement
Constats : L'étude de faisabilité pour l'optimisation des pré-traitements des effluents, avant rejet vers la STEP de Souraïde, a été réalisé par le cabinet SCE (Aménagement -Environnement). Le pré-traitement existant comprenait un dégraisseur aéré et une cuve de stockage des flottants. Il a été entièrement refait. Les travaux ont démarré début d'année 2025 pour une durée de 6 mois, mise en service de l'unité en juillet. Ils ont été réalisés par les sociétés Duhalde (gros oeuvre) et Sources (pré-traitement), coût global : 504 000 euros. Le nouveau pré-traitement comprend les éléments suivants : tamisage fin, bassin tampon avec

hydro-éjecteur (25 m3), traitement physico-chimique par flottation aérée avec réaction de coagulation/floculation (production d'eau blanche avec le kit de pressurisation), canal venturi avec zone de prélèvement.

La poche souple prévue de stockage des boues (soupe) est remplacée par la réhabilitation de l'ancienne fosse enterrée de stockage des flottants (récupération des boues et traitement par la société SARP).

Suivi de l'unité : le directeur a impliqué dès le début, les personnes de la maintenance dans le projet. Une période de 4 mois a été nécessaire pour bien maîtriser le fonctionnement de l'unité. Des modifications ont été réalisées à la demande de l'exploitant pendant cette période. Le suivi du pré-traitement nécessite la présence de 3 heures par semaine. Un système d'alarme (voyant lumineux et sonore) a été mis en place en lien avec des critères pertinents de défauts identifiés par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article annexe I, article 5.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Respect des valeurs limites, actualisation de la convention de déversement

Constats :

Un bilan 24 h a été réalisé du 4 au 5 novembre 2025.

Les valeurs mesurées des paramètres DCO, MES, Azote total, Phosphore total, SEH (graisses), chlorures et DBO5 sont conformes. La valeur pour la DBO5 est quasi-identique (840 mg/l - valeur limite 800 mg/l).

Le nouveau pré-traitement permet des abattements très importants par rapport à avant :

DCO - 65 %, DBO5 - 48 %, MES - 41 %, N - 1 %, P - 24 %, SEH - 94 %.

La convention de déversement avec la Communauté d'Agglomération du Pays Basque a été actualisée et signée le 05 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite